

## Les principaux traits de la balance des paiements du Maroc en 1952 <sup>(1)</sup>

Comme tous les pays de législation libérale, le Maroc se heurte dans l'établissement de sa balance des paiements à des difficultés de recensement statistique. Les estimations nécessaires ne sont pas toujours possibles et les réserves faites, lors de la présentation de la balance 1951, doivent être à nouveau évoquées ici (2).

Mais, si des lacunes sérieuses subsistent, lacunes que les travaux en cours devraient contribuer à combler, leur influence se trouve atténuée par l'importance relative des opérations publiques et privées que nous connaissons soit de façon comptable, soit avec une précision statistique suffisante.

Aussi l'examen des seuls postes connus de façon certaine permet-il d'exposer, dans leurs grandes lignes, les conditions dans lesquelles le Maroc a pu, l'an passé, compenser le déséquilibre structurel de ses opérations courantes et assurer ses paiements extérieurs.

### I. — L'équilibre global

De 1951 à 1952 les conditions générales de l'équilibre de la balance se sont modifiées.

CONDITIONS DE L'EQUILIBRE	1951	1952
	(milliards de francs)	
<b>Déficit des opérations courantes privées</b> .....	— 66	— 77,5
<b>Moyen de financement</b>		
— d'origine privée .....	+ 10	— 13,5
— d'origine publique .....	— 55	+ 63,8
	— 1	— 0,2
<b>Mobilisation des disponibilités à l'extérieur</b>		
— d'origine privée .....	+ 7	— 9,7
— d'origine publique (financement officiel compensatoire)	— 5,7	+ 7,8
<b>Chevauchements, décalages et balance</b> .....	— 0,3	+ 2,1
	0	0

D'une année à l'autre, le déficit des opérations courantes privées s'est accru considérablement.

Or, dans le même temps, les moyens de financement d'origine publique ont progressé plus rapidement que les moyens privés.

(1) Source : « Bulletin de statistique et de documentation financières » de la Direction des Finances, 2<sup>e</sup> trimestre 1953.

(2) Cf. « Bulletin de statistique et de documentation financières », 3<sup>e</sup> trimestre 1952.

Ainsi, l'équilibre qui, en 1951, avait été obtenu par prélèvement sur les disponibilités publiques, n'a pu être assuré l'an dernier que par utilisation des avoirs privés.

### II. — Les principaux postes de la balance

Sensible à la conjoncture mondiale, le Maroc n'est cependant pas un pays particulièrement exposé. Malgré l'importance des phosphates et des produits agricoles, son commerce d'exportation n'est pas dominé par quelque grande matière première objet d'un marché international hautement spéculatif. Son économie elle-même n'est que pour partie en contact direct avec les grandes économies industrielles dont les variations affectent profondément le rythme des échanges internationaux. Il semble que les fluctuations mondiales ne lui parviennent qu'amorties et avec un décalage de quelques mois. Leurs effets pourtant ne sont pas négligeables comme le montre l'évolution des principaux postes de la balance au cours des trois dernières années.

#### A. — Les opérations courantes

C'est le déficit des opérations courantes privées qui caractérise la balance marocaine ; alors qu'en 1949 et 1950 il était demeuré stable, aux environs de 60 milliards, il s'est élevé à 66 milliards en 1951 et à 77 milliards en 1952.

#### Déficit commercial.

Ce déficit naît du déséquilibre des échanges commerciaux qui est passé de 50 milliards en 1949 et 1950 à 71 milliards en 1951 et 85 milliards en 1952 (3).

La progression aurait d'ailleurs dû être plus régulière si l'influence du réarmement mondial ne s'était fait sentir plus rapidement sur les exportations que sur les importations gonflant les premières dès l'année 1950 et n'affectant les secondes qu'en 1951.

A un accroissement modéré des importations (13 % contre 38 % en 1951) n'a correspondu qu'un développement beaucoup plus lent des exportations (8 % contre 32 % en 1951). Encore ce développement a-t-il été dû essentiellement aux ventes de minerai (+ 18 %) et à l'activité d'industries récemment implantées au Maroc, les industries mécaniques, chimiques et parachimiques (+ 60 %).

La répartition du déficit commercial par zone aggrave encore le déséquilibre global. La part de la zone franc

(3) Dans la balance ci-jointe, les importations ont été évaluées FOB et rendues ainsi comparables aux statistiques d'importation par déduction des dépenses de fret et d'assurance qui sont reprises dans les « services divers ». Le déficit commercial proprement dit se trouve ramené à 67 milliards contre 56 milliards en 1951.

dans le déficit commercial qui avait été de 90 % en 1950, et de 80 % en 1951, est tombé à 73 %. Le déficit devises a donc représenté cette année plus du quart du déficit total.

*Autres opérations privées courantes.*

Le mouvement touristique au Maroc semble s'être accru en 1952, mais les recettes qu'il a fait naître sont en partie compensées par les dépenses de résidents marocains en voyage à l'étranger. Il laisse cependant en faveur du Maroc un solde net appréciable auquel viennent s'ajouter les épargnes des Marocains émigrés à divers titres, épargnes dont le montant transféré au cours de l'année semble avoir atteint environ 2.800 millions.

*Opérations publiques courantes.*

Comme chaque année, les dépenses budgétaires françaises au Maroc, constituent l'essentiel des recettes publiques courantes du Protectorat. Résultant pour partie de la prise en charge par la Métropole de certains services de caractère public, elles se sont élevées à 36 milliards en 1952 contre 25 milliards en 1951. Progression importante certes, mais due surtout au développement des dépenses militaires pour la défense commune ; ces dépenses ont, en effet, plus que doublé en trois ans, passant de 12 milliards en 1950, à 18 milliards en 1951 et à 26 milliards en 1952.

De leur côté, les recettes diverses assurent à peu près la couverture des intérêts de la dette payables à l'étranger, mais laissent subsister pour les opérations publiques chérifiennes, un déficit égal au montant des dépenses courantes à l'étranger.

En résumé, bien que l'expansion des dépenses publiques métropolitaines ait été plus importante que l'accroissement du déficit commercial, le solde débiteur des opérations courantes s'établit à 47 milliards contre 42 en 1952. D'une année à l'autre, le problème du financement du déséquilibre est allé s'aggravant.

*B. — Les opérations en capital*

Investissements et transferts, privés et publics, ont contribué simultanément à la couverture du déficit, mais dans des conditions et selon des proportions différentes de celles que l'on avait pu observer en 1951.

*Mouvement des capitaux et investissements privés.*

Le solde créditeur de 23 milliards qui figure à ce poste ne doit pas faire illusion. Il représente pour les deux tiers de simples mouvements de disponibilités. Au reste, les transferts de capitaux privés constituent le domaine où les incertitudes statistiques sont les plus graves. On ne peut donc tirer actuellement de ces chiffres de conclusions d'ensemble.

Il est cependant important de noter un phénomène de liquidation des avoirs bancaires à l'étranger : le solde des comptes de dépôt entre les banques marocaines et leurs sièges et correspondants à l'étranger s'était accru en faveur du Maroc de 7 milliards ; en 1952, ce solde a diminué de plus de 5 milliards.

Il semble donc que l'équilibre des paiements n'a pu être obtenu que par cette mobilisation des ressources privées. Dans le même temps, les disponibilités publiques se sont accrues traduisant un transfert, du secteur privé

au secteur public, d'une partie des avoirs marocains à l'étranger.

Ce mouvement d'ailleurs, n'a rien d'étonnant si l'on examine la part prise par les ressources publiques et semi-publiques dans le financement du développement du Maroc et dans l'équilibre de sa balance.

*Investissements publics.*

Contrairement aux opérations privées, les investissements publics nous sont connus de façon comptable. Comme chaque année, ils ont constitué le principal facteur d'équilibre de la balance. De 33 milliards en 1951, ils sont passés à 40 milliards en 1952.

Sur ce total, la contribution publique française a été, de 20,6 milliards en 1952 contre 21,6 milliards en 1951. Tandis que, compte non tenu des prêts bancaires étrangers d'un montant de 3,5 milliards, les investissements et fonds de concours étrangers pour les bases aériennes et les dépenses d'équipement d'intérêt commun s'élevaient à 15,7 milliards.

*Moyens de financement.*

En résumé, pour s'en tenir aux seuls mouvements connus de façon comptable, le Maroc a bénéficié en 1952 de moyens de financement supérieurs de 15 milliards à ceux de 1951 ; ces ressources se sont réparties de la façon suivante :

APPORTS FRANÇAIS	1951	1952
<b>Dépenses publiques métropolitaines</b>		
— de caractère civil .....	6,5	9,1
— de caractère militaire ....	18,4	25,8
<b>Contribution publique à l'équipement du Maroc</b>		
— Dépenses d'équipement des services civils .....	0,8	4,7
— Prêts du fonds de modernisation et d'équipement .....	15,6	13,5
— Prêts des établissements financiers .....	7,2	2,4
— Investissements privés dans les sociétés et entreprises chérifiennes .....	8	8,5
<b>Total des apports français..</b>	<b>56,5</b>	<b>64,0</b>
<b>APPORTS ETRANGERS</b>		
— Dons étrangers de caractère exceptionnel .....	2,6	—
— Crédits bancaires étrangers ..	—	3,5
— Fonds de concours civils et investissements militaires ..	8,8	15,9
<b>Total des apports étrangers..</b>	<b>11,4</b>	<b>19,4</b>
<b>Total des moyens de financement..</b>	<b>67,9</b>	<b>83,4</b>

*Dépenses étrangères et assistance métropolitaine se sont accrues...*

L'accroissement de la part des capitaux étrangers ne doit pas cacher le caractère temporaire de leur intervention.

Les ressources métropolitaines se caractérisent, au contraire, par leur permanence : de 1951 à 1952, leur masse s'est accrue de 8 milliards.

Bien qu'elle ne participe que pour moitié au commerce extérieur du Maroc, la France a continué à lui apporter près des quatre cinquièmes de ses moyens de financement, assurant ainsi, à la fois, son équilibre budgétaire, ses transferts monétaires, ses règlements en devises et une partie du financement de son équipement.

*...mais les avoirs chérifiens à l'étranger ont diminué.*

Malgré tous ces efforts, pourtant, le solde des avoirs publics et privés, disponibles à l'étranger ou transférables, diminue régulièrement depuis trois ans (4). Le mouvement d'accroissement, qui avait porté ces avoirs à un maximum en avril 1951, a pris fin : alors qu'en 1950 leur augmentation avait été de 12 milliards, elle s'est réduite en 1951 à 1,7 milliard, pour faire place en 1952 à une diminution de 3 milliards.

Faut-il voir dans ce renversement l'expression d'une tendance profonde ou la conséquence de phénomènes passagers ? Le déficit structurel du Maroc tend-il à s'améliorer ou à s'aggraver ? Le mouvement de longue durée qui affecte l'économie marocaine lui est-il favorable ou défavorable sur le plan des échanges extérieurs ?

A ces questions, l'examen de la structure du commerce extérieur du Maroc et de son évolution permet d'apporter des réponses provisoires en avançant quelques hypothèses.

(4) Ce mouvement réel n'apparaît qu'après élimination de certains décatages comptables dans le détail desquels il n'a pas paru utile d'entrer.

### III. — Structure et évolution du commerce extérieur

L'intérêt du commerce extérieur du Maroc ne tient pas seulement au rôle qu'il joue dans le déficit de la balance, mais aussi à l'importance relative des échanges extérieurs dans l'activité économique du pays. C'est-à-dire que, si sa structure nous renseigne sur l'évolution du déficit lui-même, son évolution peut, de plus, apporter quelques clartés sur le comportement des résidents marocains comme producteurs ou comme consommateurs.

Mais la hausse constante des prix et les distorsions qui en résultent limitent l'intérêt de la comparaison des masses au seul examen des modifications globales. Pour l'analyse par groupes de produits ou par pays et pour l'estimation des tendances, force est d'avoir recours aux indices, indices de volume, indices de valeurs, termes de l'échange (5).

*Evolution générale du commerce extérieur.*

Depuis 1945, année au cours de laquelle il a retrouvé le niveau de 1938, le volume du commerce extérieur s'est accru régulièrement :

(5) Le commerce extérieur du Maroc a fait l'objet récemment d'études très approfondies parues dans les publications suivantes :

- Maroc - Quatre ans de réalisation du programme d'équipement - Direction du Commerce - Bureau du Plan.
- Note de documentation de la Direction du Commerce, 1<sup>er</sup> juillet 1953.
- Conjoncture économique marocaine, année 1952. C'est à cette dernière étude qu'ont été empruntés les indices marocains cités dans les pages suivantes.

	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	(millions de tonnes)								
Import .....	948	917	1.192	1.418	1.640	1.732	1.836	2.333	2.561
Export .....	2.341	1.656	2.981	4.163	4.449	5.385	5.988	6.889	6.552
Total .....	3.289	2.573	4.173	5.581	6.089	7.117	7.824	9.222	9.113

En valeur, la progression s'est trouvée accélérée encore par la hausse des prix, le déficit global suivant une évolution distincte du total des valeurs :

	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952
	(en milliards de francs)								
Importations .....	2,2	6,8	17,5	33,4	75	103	115	150	180
Exportations .....	1,5	3,9	10,4	18,3	37	53	66	88	95
Total .....	3,7	10,7	27,9	51,7	82	156	181	247	275
Déficit .....	0,7	2,9	7,1	15,1	33	50	49	71	85

Le pourcentage de couverture est retombé en 1952 au niveau de 1949, nettement inférieur à celui d'avant guerre :

	1938	1949	1950	1951	1952
% de couverture ..	69	52	58	55	53

Mais d'une zone monétaire à l'autre, l'évolution n'a pas été homogène. Le déficit en devises s'est accru plus rapidement que le déficit en francs, aggravant ainsi, pour la Métropole, la charge d'arbitrage.

	1949	1950	1951	1952
Zone franc .....	— 38	— 48	— 57	— 62
Zone dollar .....	— 16	— 15	— 17	— 22
Zone sterling .....	+ 4	+ 9	+ 9	+ 3
Autres zones .....	0	+ 5	— 6	— 4
Total .....	— 50	— 49	— 71	— 85

A ces variations de masses, se sont ajoutées des modifications de structure. Elles apparaissent à l'examen des indices.

*Indices du volume.*

Les indices du volume permettent d'éliminer l'effet des variations de prix. Les indices marocains sont calculés

depuis 1949 par le service central des statistiques. La base de ces indices étant la même que celle des indices métropolitains, il a paru utile de rapprocher les deux séries pour permettre les comparaisons.

Pour les quatre dernières années, les indices du volume global ont évolué de la façon suivante :

		INDICES DU VOLUME GLOBAL (base 100 en 1949)										
		1949	1950	1951	1952	1 9 5 2				Variations relatives		
						1 <sup>er</sup>	2 <sup>me</sup>	3 <sup>me</sup>	4 <sup>me</sup>	50-49	51-50	52-51
Maroc	Export ...	100	121	127	130	151	125	120	125	21 %	5 %	2,3 %
	Import ...	100	107	131	136	148	138	133	125	7 %	22,4 %	3,8 %
France	Export ...	100	136	161	142	145	141	128	153	36 %	18,4 %	-11,8 %
	Import ...	100	105	123	125	142	127	111	120	5 %	17 %	1,8 %

De 1949 à 1952, les exportations se sont développées plus lentement au Maroc qu'en France mais de façon plus continue. En revanche, les importations ont progressé davantage au Maroc qui n'a pas connu de mesures de restrictions aussi sévères que celles imposées par la Métropole à ses ressortissants. Enfin, à l'intérieur du commerce marocain, les exportations se sont accrues plus vite que les importations ; les effets de la guerre de Corée ayant influencé les premières dès 1950 et n'ayant atteint les secondes qu'en 1951 : les exportations marocaines apparaissent plus sensibles à la conjoncture internationale que les importations. Il semblerait donc que toute brusque augmentation de la demande mondiale doive tendre à l'équilibre de la balance, les mouvements de récession entraînant par la suite une aggravation du déficit antérieur.

*Indices du volume par groupes de pays.*

Les indices de volume par groupes de pays montrent que les parts respectives de la France et de l'étranger dans le commerce marocain se sont considérablement modifiées. L'étranger a tendu à se substituer à la France en 1950-1951 comme client, en 1951 et 1952 comme fournisseur.

	1949	1950	1951	1952
<b>Commerce du Maroc</b>				
1. avec la France				
Exportations ....	100	81	96	111
Importations ....	100	109	126	126
2. avec l'étranger				
Exportations ....	100	169	159	146
Importations ....	100	107	147	165
<b>Commerce de la France avec l'U.F.O.M.</b>				
Exportations ....	100	116	139	141
Importations ....	100	111	109	117

Cette observation confirme la précédente. Elle conduirait à penser que la demande de produits marocains connaît une plus grande élasticité à l'étranger qu'en France.

Dans le cadre de l'Union française, les ventes du Maroc à la France ont diminué alors que les ventes des autres territoires s'accroissaient. Sur le marché mondial, par contre, le Maroc apparaît comme un producteur marginal dont les prix de revient limitent les débouchés ; tout effort pour comprimer les premiers devrait avoir pour résultat un accroissement des seconds.

*Indices des volumes par groupes de produits.*

L'évolution des indices par groupes est révélateur des modifications de structure.

Les exportations se sont diversifiées. Alors que le volume des produits pour l'alimentation humaine demeurait à peu près constant, l'augmentation se répartissait par moitié entre les autres produits d'origine agricole et les produits miniers et industriels : besoins mondiaux de matières premières et développement de l'industrie marocaine ont ici porté leurs fruits :

	Indices du volume à l'exportation			
	1949	1950	1951	1952
Produits pour l'alimentation humaine	100	116	99	100
Autres produits d'origine agricole ....	100	157	190	176
Autres produits ....	100	121	159	171
Indice d'ensemble ..	100	121	127	130

L'évolution des importations est plus intéressante encore :

	Indices du volume à l'importation			
	1949	1950	1951	1952
Energie .....	100	123	134	169
Matières premières ..	100	93	127	133
Moyens d'équipement	100	93	117	102
Produits de consommation :				
— pour l'alimentation humaine ..	100	118	125	133
— Autres .....	100	121	153	164
Indices d'ensemble ..	100	107	123	125

Tandis que l'indice d'ensemble progresse de 25 %, les biens d'équipement, après une pointe en 1951, retombent en 1952 au niveau de 1949.

De leur côté, matières premières et produits pour l'alimentation humaine suivent approximativement le développement des échanges extérieurs.

Par contre, l'énergie et les produits de consommation durables connaissent une progression à la fois plus rapide, plus régulière et plus importante, atteignant respectivement 169 et 164 alors que l'indice moyen s'arrête à 125.

#### Propension à importer.

Ainsi se trouve manifestée une double propension à importer, celle de l'industrie et celle des consommateurs.

Malgré tous les efforts de prospection et d'équipement déployés depuis 4 ans, la production d'énergie parvient à peine à suivre la courbe d'augmentation de la consommation :

	1949	1950	1951	1952
Total des disponibilités (en équivalent charbon milliers de tonnes) .....	1.136	1.373	1.487	1.795
Indice de la production locale .....	100	114	141 (1)	164
Indice des importations .....	100	123	134	169

Si la consommation d'énergie peut être tenue pour représentative de l'activité industrielle et des revenus qu'elle engendre, l'évolution parallèle des importations de biens de consommation durables apparaît comme symptomatique de la propension à importer des consommateurs.

Dans les pays industriels toute augmentation des salaires distribués accroît la demande de biens de consommation. Les industries correspondantes développent leur production, puis s'équipent pour faire face à l'augmentation escomptée de leur chiffre d'affaires. Les industries de biens d'équipement sollicitées distribuent à leur tour de nouveaux revenus générateurs d'un nouvel accroissement de la demande. Ainsi, par ces réactions en chaîne, tout investissement nouveau entraîne une augmentation supérieure de la demande globale.

Au Maroc, cet effet multiplicateur est beaucoup plus faible : en premier lieu, une part importante des investissements donne lieu à des dépenses hors Maroc ; d'autre part, la plus grande partie des revenus supplémentaires distribués au Maroc va à la consommation, mais, se portant sélectivement sur le marché des produits d'importation, elle ressort presque instantanément de l'économie marocaine. Il en résulte que pour entretenir un même degré de prospérité économique, il faut, sans doute, un effort renouvelé d'investissement plus élevé au Maroc que dans les pays plus industrialisés.

#### Investissement et épargne.

Or, cette propension des particuliers à consommer et à importer n'a pas seulement pour effet d'entretenir le déficit commercial, elle détourne le consommateur marocain de

(6) Ce dépassement est imputable à une pointe de la production hydraulique d'électricité.

l'effort d'épargne qui lui permettrait de contribuer au développement du pays en allégeant sa balance.

L'épargne globale reste faible, difficilement mobilisable par suite des habitudes psychologiques des épargnants, souvent thésaurisée ou investie en biens réels non productifs ou parfois même destructeurs.

#### Indices des valeurs.

Les indices des valeurs enregistrent cependant une tendance réelle à l'amélioration des conditions de l'échange.

Aux exportations, l'indice marocain progresse plus vite que celui de la Métropole. Mais, dans ce mouvement, il est difficile de déterminer les parts respectives de la hausse des prix et de la valorisation intrinsèque des produits exportés. La comparaison avec l'indice des volumes démontre cependant qu'en se diversifiant les exportations se sont valorisées.

INDICES DES VALEURS A L'EXPORTATION (base 100 en 1949)				
	1949	1950	1951	1952
<b>Maroc</b>				
vers France .....	100	113	138	144
vers étranger .....	100	96	126	131
Ensemble ....	100	102	128	137
<b>France</b>				
vers U.F.O.M. ....	100	---	121	130
vers étranger .....	100	---	116	126
Ensemble ....	100	---	118	128

Aux importations, l'indice des prix des produits étrangers progresse moins vite que l'indice des produits français. Il semble bien que ce soit l'attrait de cette différence de prix conjugué avec les attributions supplémentaires de devises consenties en faveur du Maroc qui explique ce déplacement de la demande en faveur de marchés étrangers.

INDICES DES VALEURS A L'IMPORTATION (base 100 en 1949)				
	1949	1950	1951	1952
<b>Au Maroc</b>				
en provenance de France .....	100	106	119	141
en provenance de l'étranger ....	100	104	119	120
Ensemble (1) ..	100	104	118	128
<b>En France</b>				
en provenance de de l'U.F.O.M. ..	100		127	126
en provenance de l'étranger ....	100		146	142
Ensemble (1) ..	100		142	138

(7) L'indice d'ensemble inclut les opérations avec les territoires de l'Union Française non inclus dans les indices partiels.

*Termes de l'échange.*

On sait que les termes de l'échange (les « termes of trade » que surveille si attentivement le public anglais) traduisent l'évolution du rapport entre le prix de la tonne exportée et le prix de la tonne importée. Dans certaines limites, plus le premier est élevé par rapport au second, plus la position commerciale du pays considéré est favorable. Il va de soi que ce rapport ne dépend pas seulement de la structure du commerce extérieur, mais du niveau des prix mondiaux et que toute pénurie des matières premières tend à améliorer la position commerciale des pays sous-développés, exportateurs de ces produits de base.

De 1949 à 1952, les termes de l'échange se sont améliorés pour le Maroc passant de 100 à 107, tandis qu'ils se détérioraient pour la France, tombant de 100 à 93.

TERMES DE L'ECHANGE (base 100 en 1949)				
	1949	1950	1951	1952
<b>Maroc</b>				
valeur à l'exportation				
valeur à l'importation:				
sur France . . . . .	100	106	116	102
sur étranger . . . . .	100	92	104	109
Ensemble (1) ..	100	98	108	107
<b>France</b>				
valeur à l'exportation				
valeur à l'importation:				
sur U.F.O.M. . . . .	100		79	89
sur étranger . . . . .	100		95	103
Ensemble (1) ..	100		83	93

Certes, les hausses des matières premières ne sont pas indifférentes à ce mouvement, mais elles ne suffisent pas à l'expliquer car alors la chute des prix mondiaux en

1952 aurait dû entraîner une détérioration parallèle des termes de l'échange.

Il n'en a rien été et l'on peut mettre cette tendance à l'amélioration des rapports commerciaux du Maroc au crédit de l'effort d'équipement poursuivi depuis quatre ans avec l'aide de la Métropole.

\*  
\*\*

De 1951 à 1952, le déficit structurel de la balance marocaine s'est aggravé. L'équilibre des paiements n'a été dû qu'à un volume croissant de concours extérieurs, en majorité publics, auxquels s'est ajouté en 1952 un prélèvement sur les avoirs marocains à l'étranger.

Cette situation peut paraître normale, pour un pays en voie de développement rapide et dont la balance ne peut qu'être débitrice. Pourtant certains traits de la structure économique du Maroc donnent à penser que ce déficit ne tend pas à s'atténuer.

Aussi longtemps que le Maroc ne disposera pas d'une gamme complète d'industries de transformation, les effets de la propension à importer sur la balance commerciale iront s'aggravant avec l'élévation du niveau de vie et comme l'accroissement des revenus ne bénéficie que pour partie aux producteurs locaux, le maintien d'un taux satisfaisant d'emploi exigera un volume accru d'investissements.

Or, dans le même temps l'épargne locale demeure faible.

Elle devrait permettre à la fois de diminuer les importations et partant, le déficit de la balance, de réduire les besoins de concours extérieurs ou, pour un même montant d'apports, d'accélérer le rythme de l'équipement du pays, enfin, d'accroître les effets économiques immédiats des investissements réalisés.

Elle ne joue en fait qu'un rôle secondaire. L'aide extérieure reste le stimulant essentiel mais sa précarité obligera sans doute le Maroc à prendre rapidement conscience de la nécessité de contribuer de plus en plus au financement de son propre développement.

Paul RIPOCHE.